

Point de vue du CIO

Frontières, politique de la corde raide et impasse ukrainienne

Investment Solutions

24 janvier 2022

Les États-Unis et la Russie cherchent toujours une solution diplomatique à l'impasse le long de la frontière ukrainienne. Le danger est que tout échec de la désescalade conduise à un incident de nature à déclencher un conflit que nul ne souhaite. Toutefois, la confrontation est plus susceptible de se dérouler sur le plan économique que militaire, avec des implications pour les marchés financiers.

La semaine dernière, les diplomates russes et américains se sont rencontrés à Genève pour la deuxième fois depuis le début de l'année, afin de discuter des tensions concernant l'Ukraine. Comme prévu, la réunion n'a permis aucune avancée. Les deux parties continuent à dialoguer et à échanger des propositions rhétoriques. Une nouvelle réunion est prévue ce mois-ci, dans l'attente d'une réponse écrite des États-Unis. Entre-temps, les États-Unis ont demandé aux familles des diplomates et au personnel de l'ambassade de quitter Kiev.

Ces dernières semaines, la Russie a renforcé ses forces armées à proximité des frontières au nord et à l'est de l'Ukraine et nie être responsable de toute cyberattaque en Ukraine ou de plans visant à renverser le gouvernement pro-occidental de la capitale, Kiev. Lors d'une visite à Moscou la semaine dernière, la nouvelle ministre allemande des affaires étrangères, Annalena Baerbock, a déclaré que les troupes russes avaient été massées là « sans [raison compréhensible](#) », ajoutant qu'« il est difficile de ne pas y déceler une menace ».

« Nous prendrons les mesures militaro-techniques de rétorsion appropriées et réagirons avec sévérité aux initiatives inamicales », a déclaré le président russe Vladimir Poutine le 21 décembre.

La Russie souhaite obtenir des États-Unis et de l'Union européenne qu'ils s'engagent à exclure toute nouvelle expansion vers l'Est. En 2007, le président américain de l'époque, George W. Bush, a déclaré vouloir entamer des pourparlers sur l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) vers l'est, dans le but d'intégrer les anciennes républiques soviétiques d'Ukraine et de Géorgie. L'Allemagne et la France, toutes deux membres de l'OTAN, se sont constamment opposées à ces aspirations.

La Russie préférerait une zone tampon géographique et politique libre de toute influence occidentale sur sa frontière occidentale. Au-delà des promesses d'élargissement de l'OTAN, l'UE a proposé à l'Ukraine des liens économiques de plus en plus étroits. En 2012 est entré en vigueur un accord de coopération entre l'UE et l'Ukraine, destiné à améliorer leurs relations commerciales. Depuis que la Russie a imposé des sanctions à l'Ukraine en 2013, les exportations de l'Ukraine vers



Stéphane Monier
Chief Investment Officer, Lombard Odier Private Bank

Points clés

- Les tensions entre la Russie et l'Occident au sujet de l'Ukraine monopolisent l'actualité médiatique
- Les voies diplomatiques pour résoudre le problème restent ouvertes
- Nous pensons que la confrontation sera finalement désamorcée grâce à une solution économique, plutôt que par des moyens militaires
- Les incertitudes croissantes sont déjà visibles dans le prix des actifs russes ; tout conflit créerait un choc de l'offre pétrolière, ce qui aggraverait l'inflation et compliquerait les politiques monétaires.

Informations importantes : Veuillez lire les informations importantes figurant à la fin du document.

Publication hebdomadaire de Lombard Odier - Investment Solutions, investment-solutions@lombardodier.com

Données au 24 janvier 2022 sauf indication contraire.

Lombard Odier · Point de vue du CIO · 24 janvier 2022

la Russie se sont effondrées, passant de quelque 18 milliards USD en 2012 à 2,7 milliards USD en 2020. Le commerce avec l'UE s'est redressé en 2020 pour atteindre 23,1 milliards EUR d'importations de marchandises et 16,5 milliards EUR d'exportations.

« Incursion mineure »

À ce stade, nous envisageons trois scénarios possibles. Premièrement, le maintien du statu quo grâce à une impasse diplomatique ; deuxièmement, une incursion russe limitée le long de la côte de la mer Noire afin de relier la région du Donbass en mains russes et la péninsule de Crimée ; et troisièmement, une invasion à plus grande échelle de l'Ukraine.

La difficulté à apporter une réponse coordonnée à la Russie a été mise en évidence la semaine dernière lorsque le président Joe Biden a insinué qu'il existait des désaccords entre les États-Unis et leurs alliés européens, allant jusqu'à la définition de ce qui constituerait une incursion en Ukraine.

La semaine dernière, après les affirmations selon lesquelles la Russie aurait mené des cyberattaques contre des sites ukrainiens et qu'elle s'apprêterait à déstabiliser le gouvernement de Kiev, le président Biden a déclaré face aux médias que les États-Unis s'attendaient à une invasion de l'Ukraine par la Russie, ajoutant qu'« une incursion mineure » diviserait les États-Unis et ses alliés occidentaux. « S'il s'agit d'une incursion mineure, nous finirons par devoir nous battre pour savoir quoi faire », a déclaré M. Biden. La Maison Blanche a rapidement précisé que toute incursion donnerait lieu à une riposte « rapide, sévère et unie ». Toutefois, les difficultés évidentes d'une réponse conjointe sont clairement apparues.

Pour les États-Unis, les enjeux sont assombris par la polarisation politique en cette année d'élections de mi-mandat. Après leur intervention en Afghanistan d'une durée de 20 ans, et leur départ en août 2021, les États-Unis semblent anormalement divisés et particulièrement opposés au plan intérieur à un rôle de police en matière de politique étrangère. Cela signifie également que la Russie reste prudente face à des engagements qui pourraient être annulés par tout changement futur au sein de l'administration américaine.

C'est pourquoi les Russes ont insisté sur des « garanties solides, imperméables, à l'épreuve des balles, juridiquement contraignantes », a déclaré le vice-ministre russe des affaires étrangères Sergei Ryabkov, après la première réunion de Genève, le 10 janvier 2022.

Une invasion étendue de l'Ukraine par la Russie est-elle envisageable ? Pas vraiment, car une telle initiative s'apparenterait à un échec de la diplomatie russe : il n'y a rien à gagner à s'emparer de l'Ukraine, une économie qui, selon la plupart des estimations, est l'une des plus pauvres d'Europe. La Russie s'est déjà emparée de la péninsule de Crimée en 2014, sécurisant son accès à la mer Noire et aux ports en eau profonde, après le renversement par les Ukrainiens du gouvernement pro-russe. Depuis, les affrontements militaires ont fait plus de 14 000 morts.

Sanctions et gaz

Le 20 janvier, le Trésor américain a ciblé quatre personnes liées au gouvernement ou à la sécurité russe, en plus des sanctions déjà en place. À ce jour, les alliés occidentaux n'ont pas supprimé l'accès de la Russie à Swift, le système international facilitant les transferts d'argent entre banques, y compris les marchés énergétiques internationaux. La Russie a eu le temps de se préparer à une telle éventualité.

Début janvier, les troupes russes ont été invitées à intervenir au Kazakhstan, afin de réprimer les manifestations contre la hausse des prix du carburant. Cette intervention s'est officiellement soldée par la mort de 225 personnes et quelque 10 000 arrestations.

Au-delà de la menace d'un conflit armé, les enjeux pour les gouvernements européens sont économiques et immédiats, en raison du rôle de la Russie en tant que principal fournisseur de gaz de l'UE.

Pour l'instant, la réponse de l'UE à la crise ne semble pas coordonnée. Alors que le président français Emmanuel Macron a appelé l'Union européenne à renouer un dialogue séparé avec la Russie, le gouvernement allemand est divisé sur l'opportunité d'élargir l'approvisionnement en gaz via le nouveau gazoduc Nord Stream 2.

Grâce à l'hiver relativement doux qui a régné en Europe, les réserves de gaz se sont jusqu'ici avérées suffisantes pour répondre à la demande. Le continent est divisé sur la question de savoir s'il faut mettre en service le gazoduc Nord Stream 2, long de 1 200 kilomètres et achevé en septembre 2021. S'il permet de doubler la capacité du gazoduc traversant la mer Baltique pour la porter de 55 à 110 milliards de mètres cubes (mmc), il accroîtrait la dépendance stratégique du continent vis-à-vis de l'énergie russe. Le calendrier est périlleux, car l'UE se trouve aux prises avec une crise énergétique qui, selon les estimations, pourrait coûter cette année des centaines d'euros supplémentaires aux ménages. Alors que chaque pays européen sera impacté différemment selon la composition de son approvisionnement énergétique, en Allemagne par exemple, la facture énergétique moyenne des ménages augmentera de quelque 50%.

Selon Eurostat, l'Office statistique de l'UE, la Russie a fourni en 2019 quelque 43% du total des importations de gaz européenne, soit 166 mmc. En comparaison, la Norvège, qui est le deuxième plus grand fournisseur de gaz de l'UE, a couvert 23% des besoins de l'UE. En théorie, les États-Unis pourraient lui fournir davantage de gaz. Toutefois ce gaz provient de la fracturation hydraulique, sévèrement critiquée en Europe occidentale pour des motifs écologiques.

La dépendance de la Russie vis-à-vis de l'Europe occidentale diminue, car la Chine n'a cessé d'augmenter ses commandes ces dernières années. Du fait qu'elle a décidé de réduire sa dépendance au charbon, la Chine, qui est déjà le plus gros consommateur de gaz au monde avec 331 mmc, devrait avoir besoin de 526 mmc au cours de la décennie à venir. En vertu

d'un accord survenu en 2014, la Russie fournira du gaz à la Chine pendant trois décennies par le biais du gazoduc « Force de Sibérie », mis en service en 2019. Ce gazoduc devrait transporter 38 mmc par an. Un second gazoduc, destiné à fournir 50 mmc supplémentaires, est en cours de discussion.

Plan directeur et impact sur le marché

En cas de conflit, les marchés émergents seraient les premiers à en ressentir les effets, car les prix du pétrole augmenteraient immédiatement, ce qui pourrait bénéficier aux exportateurs nets et nuire aux économies des importateurs nets. Cela pourrait également provoquer un choc mondial du côté de l'offre pétrolière, accentuant l'inflation à partir de niveaux déjà élevés, et compliquant les décisions des banques centrales en matière de politique monétaire.

Alors que la Russie est le troisième fournisseur de pétrole au monde, après les États-Unis et l'Arabie saoudite, une confrontation pourrait inciter les investisseurs étrangers à se détourner des actifs russes, et engendrer une pression substantielle sur le rouble.

Les incertitudes concernant d'éventuelles sanctions supplémentaires, ou un conflit, sont déjà visibles dans le prix des actifs russes. Depuis le début de l'année 2022, le Brent a gagné 10% pour dépasser les 88 USD le baril et le gaz naturel a peu changé à 3,92 USD/le million d'unités thermiques britanniques (MMBtu). Bien que les secteurs pétrolier et gazier représentent près de la moitié de la capitalisation boursière de la Russie, la bourse de Moscou a chuté de plus de 12% depuis le début de l'année, et de près d'un quart relativement à son sommet d'octobre 2021. En outre, cette année, le rouble a baissé d'un montant presque équivalent par rapport au dollar américain et à l'euro, soit de respectivement -3% et -2,5%.

Nous pensons que la situation en Ukraine finira par s'apaiser. Il existe un plan vieux de sept ans pour désamorcer un éventuel affrontement. Signé en février 2015, l'accord de Minsk 2 entre la France, l'Allemagne, l'Ukraine et la Russie prévoit un cessez-le-feu, le retrait des armes pour créer une zone de sécurité, l'échange de prisonniers, puis une série d'élections aux niveaux national et local en Ukraine afin de permettre une certaine autonomie politique dans le Donbass. En contrepartie, la Russie retirerait ses troupes de la frontière ukrainienne et les puissances occidentales s'engageraient à ne pas poursuivre leur expansion vers l'Est. Toutefois, depuis 2015, la Russie a augmenté ses exigences pour inclure le retrait de toutes les troupes déployées en Europe de l'Est depuis 1997.

Néanmoins, il est probable que le conflit se déroulera plutôt sur le plan économique que militaire, la Russie absorbant la menace de nouvelles sanctions financières limitées en échange de la consolidation de sa position actuelle datant de 2014.

Information importante

Le présent document de marketing a été préparé par Banque Lombard Odier & Cie SA (ci-après « Lombard Odier »). Il n'est pas destiné à être distribué, publié ou utilisé dans une juridiction où une telle distribution, publication ou utilisation serait interdite, et ne s'adresse pas aux personnes ou entités auxquelles il serait illégal d'adresser un tel document de marketing. Le présent document de marketing est fourni à titre d'information uniquement et ne saurait constituer une offre ou une recommandation de souscrire, d'acheter, de vendre ou de conserver un quelconque titre ou instrument financier. Il reflète les opinions de Lombard Odier à la date de sa publication. **Ces opinions et les informations exprimées dans le présent document de marketing ne prennent pas en compte la situation, les objectifs ou les besoins spécifiques de chaque personne. Aucune garantie n'est donnée qu'un investissement soit approprié ou convienne aux circonstances individuelles, ni qu'un investissement ou une stratégie constituent un conseil en investissement personnalisé pour un investisseur.** Chaque investisseur doit prendre ses propres décisions indépendantes concernant les titres ou instruments financiers mentionnés dans le présent document de marketing. Le traitement fiscal dépend de la situation individuelle de chaque client et est susceptible d'évoluer avec le temps. Lombard Odier ne fournit pas de conseils fiscaux. Il vous incombe par conséquent de vérifier les informations susmentionnées et toutes les autres informations fournies dans les documents de marketing ou de consulter vos conseillers fiscaux externes à cet égard. Les informations et les analyses contenues dans le présent document de marketing sont basées sur des sources considérées comme fiables. Lombard Odier fait tout son possible pour garantir l'actualité, l'exactitude, l'exhaustivité desdites informations. Néanmoins, toutes les informations, opinions et indications de prix peuvent être modifiées sans préavis. **Tout investissement est exposé à une diversité de risques.** Avant d'effectuer une quelconque transaction, il est conseillé à l'investisseur de vérifier minutieusement si elle est adaptée à sa situation personnelle et, si nécessaire, d'obtenir un avis professionnel indépendant quant aux risques et aux conséquences juridiques, réglementaires, fiscales, comptables ainsi qu'en matière de crédit. Les investissements mentionnés dans ce document de marketing peuvent comporter des risques qu'il est difficile d'évaluer et d'intégrer dans une évaluation des investissements. En général, les produits tels que les actions, les obligations, les prêts de titres, les devises et les instruments du marché monétaire recèlent des risques qui sont plus élevés dans le cas de dérivés, de produits structurés et de produits de private equity; ils s'adressent uniquement à des investisseurs à même de comprendre leur nature et leurs caractéristiques et d'assumer les risques y afférents. Sur demande, Lombard Odier se tient à la disposition des investisseurs pour leur fournir des informations plus détaillées sur les risques associés à des instruments donnés. **Les performances passées n'offrent aucune garantie quant aux résultats courants ou futurs et il se peut que l'investisseur récupère un montant inférieur à celui initialement investi.** La valeur de tout investissement dans une monnaie autre que la monnaie de base d'un portefeuille est exposée au risque de change. Les taux peuvent varier et affecter défavorablement la valeur de l'investissement quand ce dernier est réalisé et converti dans la monnaie de base de l'investisseur. La liquidité d'un investissement dépend de l'offre et de la demande. Certains produits peuvent ne pas disposer d'un marché secondaire bien établi où s'avérer difficiles à valoriser dans des conditions de marché extrêmes, ce qui peut se traduire par une volatilité de leur cours et rendre difficile la détermination d'un prix pour la vente de l'actif. **Le présent document de marketing n'est pas publié par l'unité organisationnelle de la Banque Lombard Odier & Cie SA responsable de la production de la recherche financière,** conformément aux Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière de l'Association suisse des banquiers. Par conséquent, il n'est pas en conformité avec les Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière de l'Association suisse des banquiers, ni avec toute autre exigence légale destinée à promouvoir l'indépendance de la recherche en investissements. Les opinions exprimées dans le présent document de marketing peuvent différer de celles exprimées par d'autres départements de Lombard Odier, dont le département de Recherche de la Banque Lombard Odier & Cie SA. Néanmoins, si le présent document contient des opinions émises par des analystes financiers du Département Recherche, ces derniers attestent que l'ensemble de leurs opinions reflètent pleinement leur avis personnel sur chacun des instruments. Afin de garantir leur indépendance, il est expressément interdit aux analystes financiers de détenir des titres inclus dans l'univers de recherche qu'ils couvrent. Lombard Odier peut détenir des positions dans des titres mentionnés dans le présent document de marketing pour le compte et au nom de ses clients et/ou ces titres peuvent être inclus dans les portefeuilles des fonds de placement gérés par Lombard Odier ou des sociétés affiliées du Groupe. Lombard Odier reconnaît que des conflits d'intérêts peuvent exister du fait de la distribution d'instruments ou produits financiers émis et/ou gérés par des entités appartenant au Groupe Lombard Odier. Par conséquent, Lombard Odier met en œuvre toutes les mesures raisonnables permettant d'identifier les conflits d'intérêts, et maintient et applique des contrôles efficaces concernant ces conflits d'intérêts.

Membres de l'UE: La publication du présent document de marketing a été approuvée pour utilisation par Lombard Odier (Europe) S.A. au Luxembourg et de chacune de ses succursales opérant dans les territoires suivants: **Belgique:** Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg · Succursale de Belgique; **France:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France; **Italie:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia; **Espagne:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España. Lombard Odier (Europe) S.A est un établissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg. Par ailleurs, la publication du présent document de marketing a également été approuvée pour utilisation par l'entité suivante domiciliée au sein de l'Union européenne: **Espagne:** Lombard Odier Gestión (España) SGIIC., S.A., une société de gestion d'investissements agréée et réglementée par la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV), Espagne.

Hong Kong: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation par Lombard Odier (Hong Kong) Limited, une entité agréée et dont les activités sont soumises à la réglementation et à la surveillance de la Securities and Futures Commission de Hong Kong, pour fournir des informations générales aux investisseurs professionnels et à d'autres personnes, conformément à la Securities and Futures Ordinance (chapitre 571) des lois de Hong Kong.

Singapour: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation par Lombard Odier (Singapore) Ltd à des fins d'information générale des investisseurs accrédités et d'autres personnes conformément aux conditions des articles 275 et 305 de la Securities and Futures Act (chapitre 289). Les destinataires se trouvant à Singapour devraient prendre contact avec Lombard Odier (Singapore) Ltd, un conseiller financier exempté en vertu du Financial Advisers Act (chapitre 110) et une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority of Singapore, pour toute question découlant du présent document de marketing ou en lien avec ce dernier. Les destinataires du présent document de marketing déclarent et confirment qu'ils sont des investisseurs accrédités ou des personnes autorisées au sens du Securities and Futures Act (chapitre 289). Cette annonce n'a pas été révisée par la Monetary Authority of Singapore.

Panama: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation au Panama par Lombard Odier (Panamá) Inc., une entité autorisée par la Superintendencia del Mercado de Valores de Panamá. Titulaire d'une licence de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.

Israël: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Israël par l'Israel Representative Office de la Banque Lombard Odier & Cie SA, une entité non supervisée par l'autorité de contrôle des banques dans la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.

Afrique du Sud: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Afrique du Sud par le South Africa Representative Office de la Banque Lombard Odier & Cie SA, un prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.

Suisse: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Suisse par Banque Lombard Odier & Cie SA Genève, une banque et maison de titres soumise à la réglementation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Royaume-Uni: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation au Royaume-Uni par Lombard Odier (Europe) S.A. - UK Branch, une banque soumise à la réglementation et à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg et autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. **Vous pouvez obtenir, sur demande, auprès de notre banque plus de détails sur la portée de notre agrément et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.**

Etats-Unis: ni ce document ni aucune copie de ce dernier ne peuvent être envoyés, emmenés, distribués ou remis aux Etats-Unis d'Amérique ou dans un de leurs territoires, possessions ou zones soumises à leur juridiction, ni à une Personne américaine ou dans l'intérêt d'une telle personne. A cet effet, le terme "US-Person" désigne tout citoyen, ressortissant ou résident des Etats-Unis d'Amérique, tout partenariat organisé ou existant dans un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, toute société soumise au droit des Etats-Unis d'Amérique ou d'un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, ou toute propriété ou tout trust soumis à l'impôt fédéral des Etats-Unis d'Amérique quelle que soit la source de ses revenus. Le présent document de marketing ne peut être reproduit (en totalité ou en partie), transmis, modifié ou utilisé à des fins publiques ou commerciales sans l'autorisation écrite et préalable de Lombard Odier.

Protection des données: Il se peut que vous receviez cette communication parce que vous nous avez fourni vos coordonnées. Si tel est le cas, veuillez noter que nous sommes susceptibles de traiter vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct. Si vous souhaitez vous opposer à ce traitement, veuillez vous adresser au responsable de la protection des données du Groupe: Banque Lombard Odier & Cie SA, Group Data Protection Officer, 11, Rue de la Corraterie, 1204 Genève, Suisse. E-mail: group-dataprotection@lombardodier.com. Pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de Lombard Odier, veuillez consulter le site www.lombardodier.com/privacy-policy.

© 2022 Banque Lombard Odier & Cie SA - Tous droits réservés - Réf. LOCH/LOESA/LOASIA-MWNP-en-092021.

SUISSE

GENÈVE

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

Rue de la Corratierie 11 · 1204 Genève · Suisse
geneve@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

Avenue des Morgines 6 · 1213 Petit-Lancy · Suisse
Support-Client-LOIM@lombardodier.com
Société de direction régulée par la FINMA.

FRIBOURG

Banque Lombard Odier & Cie SA · Bureau de Fribourg¹

Rue de la Banque 3 · 1700 Fribourg · Suisse
fribourg@lombardodier.com

LAUSANNE

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

Place St-François 11 · 1003 Lausanne · Suisse
lausanne@lombardodier.com

VEVEY

Banque Lombard Odier & Cie SA · Agence de Vevey¹

Rue Jean-Jacques Rousseau 5 · 1800 Vevey · Suisse
vevey@lombardodier.com

ZURICH

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

Utoschloss · Utoquai 29-31 · 8008 Zürich · Schweiz
zurich@lombardodier.com

EUROPE

BRUXELLES

Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg · Succursale de Belgique²

Avenue Louise 81 · Boîte 12 · 1050 Bruxelles · Belgique
bruxelles@lombardodier.com

Un établissement de crédit en Belgique soumis à la surveillance de la Banque nationale de Belgique (BNB) et par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA).

LONDRES

Lombard Odier (Europe) S.A. · UK Branch²

Queensberry House · 3 Old Burlington Street · London W1S 3AB · United Kingdom · london@lombardodier.com
La banque est autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. Sur demande, vous pouvez obtenir auprès de notre banque de plus amples informations sur la portée de notre autorisation et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.

Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited

Queensberry House · 3 Old Burlington Street · London W1S 3AB · United Kingdom · london@lombardodier.com
Société d'investissement soumise à la réglementation et à la surveillance de la Financial Conduct Authority (registre de la FCA n° 513393).

LUXEMBOURG

Lombard Odier (Europe) S.A.

291, route d'Arlon · 1150 Luxembourg · Luxembourg
luxembourg@lombardodier.com

Etablissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

291, route d'Arlon · 1150 Luxembourg · Luxembourg
luxembourg@lombardodier.com

MADRID

Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España²

Paseo de la Castellana 66 · 4^e Pl. · 28046 Madrid · España
madrid@lombardodier.com

Etablissement de crédit supervisé en Espagne par Banco de España et la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV).

Lombard Odier Gestión (España) S.G.I.I.C, S.A.U

Paseo de la Castellana 66 · 4^e Pl. · 28046 Madrid · España
madrid@lombardodier.com

Société de gestion soumise à la surveillance de la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV).

MILAN

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia²

Via Santa Margherita 6 · 20121 Milano · Italia
milano-cp@lombardodier.com

Un établissement de crédit en Italie soumis à la surveillance de la Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (CONSOB) et la Banca d'Italia.

MOSCOU

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Representative Office Moscow

Letnikovskaya st.2, bld.1 · 115114 · Moscow · Russian Federation · moscow@lombardodier.com

Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale de la Fédération de Russie.

PARIS

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France²

8, rue Royale · 75008 Paris · France · RCS PARIS
B 803 905 157 · paris@lombardodier.com.

Etablissement de crédit dont les activités en France sont soumises à la surveillance de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour ses activités de services d'investissement. Autorisation d'établissement n° 23/12 - Succursale enregistrée au Luxembourg sous le n° B169 907. Intermédiaire en assurance agréé par le Commissariat aux Assurances (CAA) n° 2014 CMO02. L'immatriculation auprès du CAA peut être contrôlée sur www.orias.fr.

AFRIQUE | AMERIQUES | MOYEN-ORIENT

ABU-DHABI

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Abu Dhabi Global Market Branch

Al Maryah Island · Abu Dhabi Global Market Square · Al Khatem Tower · 8th floor · P.O. Box 764646 · Abu Dhabi · UAE · abudhabi@lombardodier.com

Etablissement d'offres en investissement · Conseil en investissement ou en crédit · Octroi de crédits. Réglementé par l'Autorité de réglementation des services financiers de l'ADGM.

BERMUDES

Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited

3rd Floor, Victoria Place · 31 Victoria Street · Hamilton HM 10 · Bermuda · bermuda@lombardodier.com

Autorisée à exercer des activités de Trust, d'investissement et de services aux entreprises par la Bermuda Monetary Authority (BMA).

BRESIL

Lombard Odier (Brasil) Consultoria de Valores Mobiliários Ltda.

Avenida 9 de Julho No. 3624, Torre DGN 360, 6° andar · Jardim Paulista · CEP 01406-000 · São Paulo · Brasil
sao.paulo.office@lombardodier.com

Etablissement supervisé par Comissão de Valores Mobiliários of Brazil.

DUBAÏ

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Representative Office Dubai

Conrad Business Tower · 12th Floor · Sheikh Zayed Road · P.O. Box 212240 · Dubai · UAE
dubai@lombardodier.com

Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale des Emirats arabes unis.

ISRAËL

Israel Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd

Alrov Tower 11th floor · 46 Rothschild Blvd. · Tel Aviv 6688312 · Israel · telaviv@lombardodier.com
Etablissement non supervisé par l'autorité de contrôle des banques dans la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.

JOHANNESBURG

South Africa Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd

4 Sandown Valley Crescent · Sandton · Johannesburg 2196 · South Africa · johannesburg@lombardodier.com
Prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.

NASSAU

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited

Lyford Cay House · Western Road · P.O. Box N-4938 · Nassau · Bahamas

nassau@lombardodier.com

Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et la Securities Commission of the Bahamas.

PANAMA

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited · Representative Office in Panama

Oceania Business Plaza Torre 2000 · Oficina 38-D · Blvd. Pacifica · Urb. Punta Pacifica · Corregimiento de San Francisco · Panamá · panama@lombardodier.com

Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et de la Superintendencia de Bancos de Panamá.

Lombard Odier (Panama) Inc.

Oceania Business Plaza Torre 2000 · Oficina 38-D · Blvd. Pacifica · Urb. Punta Pacifica · Corregimiento de San Francisco · Panamá · panama@lombardodier.com

Soumise à la surveillance de la Superintendencia del Mercado de valores de Panamá. Titulaire d'une licence de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.

ASIE - PACIFIQUE

HONG KONG

Lombard Odier (Hong Kong) Limited

1601 Three Exchange Square · 8 Connaught Place · Central · Hong Kong · hongkong@lombardodier.com

Une entité agréée dont les activités sont soumises à la réglementation et à la surveillance de la Securities and Futures Commission de Hong Kong.

SINGAPOUR

Lombard Odier (Singapore) Ltd.

9 Raffles Place · Republic Plaza #46-02 · Singapore 048619 · singapore@lombardodier.com

Une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority de Singapour.

TOKYO

Lombard Odier Trust (Japan) Limited

Izumi Garden Tower 41F · 1-6-1 Roppongi, Minato-ku · Tokyo 106-6041 · Japan · tokyo@lombardodier.com

Soumis à la réglementation et à la surveillance de la Financial Services Agency du Japon. Titulaire d'une licence d'exploitation fiduciaire (FSA n° 208) et enregistré auprès du Kanto Local Finance Bureau for Financial Product Transactors (n° 470).

¹ Banque privée et maison de titres soumise à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

² Succursale de Lombard Odier (Europe) S.A., un établissement de crédit basé au Luxembourg et autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.